

# L'enseignement agricole, une mutation à petits pas

© 11/09/2018 |  Terre-net Média

**Les futurs agriculteurs apprennent le métier dans une école en pleine mutation. L'enseignement agricole se tourne vers « l'agro-écologie » mais certains acteurs jugent les nouveaux programmes limités, soumis à la pression du puissant syndicat FNSEA.**

« **À** la maison on mange bio. J'aime la nature et je veux la préserver », explique Youn, 16 ans, en 1ère au **lycée agricole du Rheu** (Ile-et-Vilaine) qui souhaite « faire des céréales et des poules ». Pour Julie, 18 ans, « du lait de brebis bio ». « Il faut protéger nos terres, on ne peut plus faire n'importe quoi », estime la jeune fille en 1ère année de BTS, « Analyse, conduite et stratégie de l'entreprise agricole ».

Dans cet établissement breton, nombreux sont ceux qui veulent s'inscrire dans une « agriculture durable » et peuvent ainsi s'exercer sur l'exploitation du lycée qui a la particularité d'être intégralement en bio : cochons, maraîchages, céréales...

En France, sur les 216 établissements publics, 25 ont une exploitation totalement bio et 22,5 % de la surface totale des fermes d'enseignement sont en agriculture biologique, selon le chiffre du ministère de l'agriculture dont dépend **l'enseignement agricole**.

« Ce n'est pas beaucoup », regrette Jean-Marie Le Boiteux, secrétaire général du Syndicat National de l'Enseignement Technique Agricole (SNETAP). « On devrait être une vitrine pour montrer que d'autres modèles existent et ce pas-là, il (ministère, NDLR) refuse de le franchir », juge le professeur de biologie. Les orientations et les contenus des diplômes sont définis par des commissions paritaires où sont représentés, l'Etat, les professeurs, le patronat et les syndicats agricoles.

Pour le secrétaire général du SNETAP, « le poids dans les commissions de la FNSEA, syndicat ultra majoritaire dans la profession et très conservatrice, est le plus gros frein de l'enseignement ». « Pour le certificat de spécialisation de conducteur de tracteur, pas une seule heure d'agronomie. Des représentants de la profession ont dit "celui qui va conduire un tracteur n'a pas besoin de connaître sur quoi son tracteur est en train de rouler" », rapporte Jean-Marie Le Boiteux. « C'est hallucinant d'entendre des choses pareilles ! Quand on laboure la terre, il faudrait savoir ce qui s'y passe pour faire en sorte de préserver la vie microbienne, la faune, savoir si c'est utile de labourer ».

## « Monsieur phyto »

Selon Jean-Marie Le Boiteux qui enseigne depuis 1986, « les programmes manquent d'ambition sur les questions durables. **L'agriculture bio** n'est pas occultée mais enseignée comme étant une chose parmi d'autres. On progresse par petites touches, ça serait caricatural de dire qu'on enseigne la même chose que dans les années 80. Avant, on vous enseignait que si vous voulez augmenter votre rendement de blé, il fallait mettre de l'azote ».

A l'époque de la scolarité du **président d'Ile-et-Vilaine de la FNSEA, Loïc Guines**, un de ses professeurs était surnommé "monsieur phyto". « On n'apprenait que la chimie » alors que les autres techniques étaient dans le manuel. « C'était dans l'air du temps. Aujourd'hui, dans certains lycées, pour certains professeurs, il n'y a plus que le bio de sain et le conventionnel est à jeter aux orties », assure Loïc Guines. La FNSEA « ne veut pas amener les futurs agriculteurs à des incohérences. Il faut aussi qu'ils gagnent de l'argent » argumente Marianne Dutoit, présidente de la commission enseignement-formation de la FNSEA. « On veut que les jeunes puissent faire le choix de leur production, selon leur sol, leur environnement, leur donner l'opportunité de faire du bio ou de l'agriculture conventionnelle qui, elle-même, a réduit » les engrais chimiques, dit elle. Ajoutant : « on nous tape dessus mais depuis longtemps, on a intégré les compétences en agro-écologie voulues par le gouvernement ».

Dans le cadre de la loi Avenir, le ministère de l'agriculture s'est lancé en 2016 dans le renouvellement de ses diplômes. L'objectif est de préparer les générations futures à une pratique agricole qui intègre « performance environnementale et sociale ». La FNSEA s'est également assurée que soit ajoutée « performance économique » dans les missions de l'enseignement agricole.